

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS

Route de la gare
BP 1
30670 AIGUES-VIVES

Références : -
Code AIOT : 0006600410

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS implanté Route de la gare BP 1 30670 AIGUES-VIVES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'actions dit "post-Lubrizol". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021. Celles-ci portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatifs au stockage en récipients

mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, • la modification des AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 décembre 2008 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certaines installations de liquides inflammables à enregistrement au regard des évolutions récentes (champ d'application des AM), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNGENTA PRODUCTION FRANCE SAS
- Route de la gare BP 1 30670 AIGUES-VIVES
- Code AIOT : 0006600410
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Syngenta Production France S.A.S. exploite depuis 2003 ce site de 13 ha, situé à Aigues-Vives, où l'activité a démarré en 1962 pour la formulation et le conditionnement de produits phytosanitaires à des fins agricoles, et à partir de 1974, la formulation de pesticides liquides contenant du métolachlore (MOC). Elle fait partie du groupe Syngenta, n°1 mondial pour la production des produits de protection des récoltes (secteur chimie) et n°3 pour les semences. En 1992, du MOC a été détecté dans le captage d'Alimentation en Eau Public (AEP) du village de Gallargues, situé à environ 850 m au sud-ouest de l'usine, en aval hydraulique du site (captage dans les eaux de surface du Canal d'irrigation du Bas-Rhône Languedoc). Le captage a été fermé suite à cet évènement. A partir de 1993, une barrière hydraulique a été mise en place par étapes sur le site afin de contenir la migration potentielle du MOC en aval du site. En parallèle, 1200 tonnes de sols pollués par du MOC ont été excavées (en 1993 et 1997) au droit de 2 sources de pollution.

En 1993, une barrière hydraulique a été mise en place pour contenir la pollution au droit du site. Toutefois, en 1997 du metolachlore a été détecté sur le captage AEP du Mas de Rouvillac et en 2004 dans le captage d'Aimargues. La barrière hydraulique a alors été renforcée et optimisée. Actuellement 4 ouvrages de pompages fonctionnent P2 (10,2 m3/h), P5 (5,2 m3/h), P6 (10 m3/h) et P7 (4,5 m3/h) soit près de 30 m3/h ; les teneurs hors site sont inférieures à 2 µg/l de MOC dans les eaux souterraines (valeur de référence pour la production d'eau potable).

A noter que, suite à la loi EGALIM, plusieurs substances, dont le S-MOC, ne sont plus autorisées et l'exploitant doit gérer le remplacement de ces substances ce qui se traduit, en 2024 par une baisse d'activité.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées - format	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	détaillé			
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V	Demande d'action corrective	4 mois
5	Situation administrative - dispositions	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Mise à jour du plan de défense incendie - contenu	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande d'action corrective	4 mois
11	Mise à jour du plan de défense incendie - contenu	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Situation administrative	AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées - format synthétique	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
6	Situation administrative - autres dispositions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2	Sans objet
7	Interdiction de stockages en contenants	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	fusibles		
8	Etat des matières stockées - localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Sans objet
9	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet
12	Mise à jour du plan de défense incendie - scénario	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
13	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)	Sans objet
14	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, il a été constaté 6 faits avec suites. Ces faits concernent :

- l'état des matières stockées à compléter ;
- le Plan d'Opération Interne (POI) du site à compléter, afin de renforcer la maîtrise des risques d'effets dominos internes ;
- le périmètre des installations du site relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE à vérifier et le positionnement du site vis-à-vis des annexes VII à IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 à réexaminer ;
- le POI à compléter pour le bâtiment W2 (en particulier sur la cinétique de mise en œuvre des mesures de lutte contre l'incendie eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux) ;
- l'attestation du système de sprinklage du bâtiment W2 à fournir ;
- le suivi des quantités totales de produits relevant des rubriques n° 1436, 1450, et 4XXX présents sur le site à mettre en place, afin de pouvoir justifier du respect, en permanence, des quantités maximales autorisées.

Ces faits, dont la gravité et les enjeux sont, à ce stade, estimés comme modérés, nécessitent la réalisation d'actions correctives ou la transmission d'éléments justificatifs de la part de l'exploitant. C'est pourquoi, ces faits conduisent à une lettre de suite de l'inspection.

Par ailleurs, s'agissant du POI, les éléments présentés lors de la visite n'ont pas permis de vérifier que l'exploitant a pris en compte l'ensemble des scénarios de référence définis à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié, pour la définition de ses moyens nécessaires à l'extinction des incendies. L'exploitant a jusqu'au 1er janvier 2027 pour mettre à jour sa stratégie de défense incendie. L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur cette exigence et lui a demandé de vérifier que l'ensemble des scénarios ont été pris en compte et, dans l'éventualité où

des scénarios auraient été omis, de procéder à une réévaluation des moyens nécessaires (eau, émulseur, moyens humains, moyens de mise en œuvre) à l'extinction en intégrant les scénarios manquants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Lors d'une précédente visite réalisée le 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté que : <ul style="list-style-type: none">• le site dispose d'une procédure permettant la tenue et la mise à disposition d'un état des matières stockées en temps réel ;• les extractions des stocks sont accompagnées d'un plan de l'usine ;• plusieurs type d'extractions de données des matières dangereuses stockées sur le site peuvent être réalisés. Lors de la visite du 27 juin 2024, objet du présent rapport, un test a été effectué afin d'évaluer le temps nécessaire à l'exploitant pour élaborer ses états des matières stockées et la pertinence des données extraites. Pour la réalisation de ce test, il a été simulé un incendie survenant sur le bâtiment G s'étendant ensuite, par effet dominos, aux bâtiments R1/R2. L'inspection a constaté que les états des matières stockées ont été extraits rapidement par l'exploitant. Toutefois, le test a montré qu'il était nécessaire d'améliorer l'évaluation des tonnages de produits consommables présents dans les bâtiments. En effet : <ul style="list-style-type: none">• ces produits, de par leur caractère combustible, sont de nature à contribuer à un incendie

- les états des matières stockées mentionnent le nombre d'unités présentes, mais pas le poids total stocké.

La visite de terrain a également montré que :

- des bennes de déchets sont présentes aux abords de certains bâtiments du site. En cas d'incendie de ces bâtiments, ces bennes de déchets peuvent être exposées à des flux thermiques conduisant à des effets dominos sur celles-ci ;
- des bouteilles de gaz (oxygène, argon) sont présentes aux abords de certains bâtiments du site. En cas d'incendie de ces bâtiments, ces bouteilles peuvent être exposées à des flux thermiques conduisant à des effets domino sur celles-ci.

Les bennes de déchets et les bouteilles de gaz peuvent présenter des risques particuliers pour la gestion d'un incendie de ces bâtiments. Il est donc nécessaire de les intégrer dans les états des matières stockées qui seraient fournis aux pouvoirs publics dans le cadre de la gestion d'un événement accidentel survenant sur le site. Dans une première approche conservative, l'exploitant pourra définir des quantités maximales de déchets stockés par bennes.

La visite de terrain a également montré la présence de quelques bidons d'essence dans un des bâtiments couverts. Les classes de dangers associées aux essences comportent généralement la mention de dangers H224. L'inspection constate que ce produit n'est pas répertorié comme tel dans l'état des matières stockées (absence de produits de mention de dangers H224).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Compléter les outils permettant d'extraire les états des matières stockées, afin de pouvoir également évaluer rapidement les tonnages totaux de produits consommables présents dans chacun des bâtiments ;
- intégrer dans les états des matières stockées qui seraient fournis aux pouvoirs publics en cas de sinistre, les bennes de déchets et les bouteilles de gaz ;
- intégrer dans les états des matières stockées qui seraient fournis aux pouvoirs publics en cas de sinistre, les bidons d'essences présents dans le bâtiment W2 avec les mentions de dangers ad hoc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Prise en compte des effets dominos

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le

déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

Constats :

Le site relevant du statut Seveso Haut, il dispose d'un plan d'opération interne (POI) en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Dans son POI actualisé en 2024, l'exploitant a, sur la base des données de son étude de dangers mise à jour en 2023, recensé l'ensemble des accidents majeurs susceptibles de se produire, ainsi que les zones d'effets liés aux incendies (partie E.05). Cette partie du POI répertorie notamment les effets dominos internes susceptible de survenir.

Comme mentionné au point de contrôle précédent, la visite de terrain a montré que :

- des bennes de déchets sont présentes aux abords de certains bâtiments du site. En cas d'incendie de ces bâtiments, ces bennes de déchets peuvent être exposées à des flux thermiques conduisant à des effets dominos sur celles-ci ;
- des bouteilles de gaz (oxygène, argon) sont présentes aux abords de certains bâtiments du site. En cas d'incendie de ces bâtiments, ces bouteilles peuvent être exposées à des flux thermiques conduisant à des effets domino sur celles-ci.

Or, ces bennes de déchets et les bouteilles de gaz ne sont pas recensées dans le POI comme cibles potentiellement comprises dans les zones d'effets dominos. Elles ne sont pas non plus prises en compte dans les fiches réflexes des incendies des bâtiments générant ces effets dominos, insérées dans le POI.

Par ailleurs, la cuve de stockage des eaux de nettoyage process (cuve RL60) est également susceptible d'être exposée à des effets dominos en cas d'incendie sur un des bâtiments du site. Mais elle n'est pas recensée comme cible potentiellement comprise dans les zones d'effets dominos. Elle n'est pas non plus prise en compte dans la fiche réflexe de l'incendie du bâtiment générant ces effets dominos.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Compléter le POI pour intégrer les bennes de déchets et les bouteilles de gaz susceptibles d'être exposées à des flux thermiques conduisant à des effets dominos sur ces installations. Les fiches réflexes devront détailler les mesures organisationnelles envisagées pour gérer ces risques d'effets dominos (évacuation des bennes et des bouteilles ? arrosages des bennes ?).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Lors d'une précédente visite réalisée le 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté que : <ul style="list-style-type: none">• l'état des stocks par cellule et par famille de produit mis en place par l'exploitant permet de répondre à l'objectif de vulgarisation ;• l'exploitant poursuivait une réflexion sur la possibilité d'ajouter un onglet "état synthétique" dans les extractions générées. Lors de la visite du 27 juin 2024, l'exploitant a indiqué avoir remanié l'état des matières stockées vulgarisé, dans le prolongement des échanges eus lors de l'inspection du 6 décembre 2023. Les états des matières stockées vulgarisés du bâtiment R2 et de la zone S5 ont été présentés à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Comme évoqué au point de contrôle n° 1, le site dispose d'une procédure permettant la tenue et la mise à disposition d'un état des matières stockées en temps réel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative - dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>La situation administrative du site a été mise à jour en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024.</p> <p>Lors de la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à une extraction de l'état des matières stockées selon la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE. Les quantités recensées étaient inférieures à la quantité maximale fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024. Une extraction selon la rubrique n° 1436 a également été demandée ; les quantités recensées étaient aussi inférieures à la quantité maximale fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a listé les installations présentes sur son site susceptibles de relever de la rubrique n° 4331. Mais, au regard des éléments fournis par l'exploitant, il apparaît que pour une de ces installations, le produit mis en œuvre relève de la rubrique n° 4130 et non de la rubrique n° 4331, dû fait des règles de priorités de classement selon les rubriques n° 4XXX (cf. guide d'application de la classification des substances et mélanges dangereux à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, établi par l'INERIS et mis à jour en janvier 2020).</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé, avec l'appui d'un bureau d'études, à un examen du positionnement de son site vis-à-vis des dispositions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de cet arrêté ont été renforcées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Les exploitants disposent de délais, fixés par cet arrêté, pour mettre à niveau leurs installations vis-à-vis des nouvelles exigences. Selon l'exploitant, à l'issue du récolement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'a pas été identifié de difficultés techniques pour la mettre en conformité du site ; - les installations du site soumises à la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE relèvent de l'annexe X de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015. <p>Au regard de l'historique du site, l'inspection ne partage pas cette conclusion. En effet, l'annexe X s'applique aux installations existantes soumises aux dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 ; cet arrêté concerne les installations à déclaration. Or, les installations du site soumises à la rubrique n° 4331 relèvent du régime de l'enregistrement.</p> <p>L'inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • jusqu'en juin 2022 (arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2022), le site entrait dans le périmètre d'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein

- d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- le site relevait du régime de la déclaration selon la rubrique n° 1510 de la nomenclature (entrepôts) puis est passé à enregistrement par antériorité (arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024).

Par conséquent, compte tenu de cet historique et des dispositions de l'article 1-I-A, le site relève manifestement de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- vérifier le périmètre des installations du site relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE et transmettre à l'inspection les conclusions de cette vérification ;
- réexaminer le positionnement du site vis-à-vis des annexes VII à XI de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié, procéder au récolement des dispositions applicables et transmettre à l'inspection les conclusions de ce réexamen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Situation administrative - autres dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1.I.1.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative – seuil des 100 et 1000 T

Prescription contrôlée :

Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités : Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Constats :

Lors d'une précédente visite réalisée le 6 décembre 2023, l'inspection avait constaté que :

- le site ne relevait pas du régime de l'autorisation pour des rubriques relatives aux liquides inflammables de la nomenclature ICPE ;
- l'établissement ne stockait pas plus de 1 000 tonnes de liquides inflammables relevant des mentions de dangers H224, H225, H226 ou de propriété HP3 (déchets) ;
- l'établissement stockait moins de 100 tonnes de liquides inflammables (mentions de dangers H224, H225, H226 ou propriété HP3) en récipients fusibles ;
- par conséquent, l'établissement ne rentrait pas dans les périmètres d'application des arrêtés du 03 octobre 2010 modifié (relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation) et du 24 septembre 2020 modifié (relatif au

stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation), définis à l'article 1er de ces arrêtés ;

- par ailleurs, le site disposait d'un suivi de la quantité totale de produits de mention de dangers H224, H225, H226 ou de propriété HP3, et d'un suivi de la quantité totale de ces produits stockés en récipients fusibles.

Lors de la visite du 27 juin 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant une extraction des matières stockées comportant les mentions de dangers H224, H225, H226 ou la propriété HP3. La quantité totale de produits de mention de dangers H224, H225, H226 ou de propriété HP3 s'est avérée être inférieure à 1 000 tonnes, avec moins de 100 tonnes de ces produits stockés en récipients fusibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles

Prescription contrôlée :

A.- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

B.- Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.- Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Au regard de l'état des matières stockées présenté lors de la visite, l'inspection a constaté, qu'au jour de la visite, le site ne stockait que des produits de mention de dangers H226.

Mais, lors de la visite de terrain, l'inspection a relevé la présence de quelques bidons d'essence en récipients fusibles. Les essences comportent généralement la mention de dangers H224. Toutefois, les bidons présents sur le site avaient un volume unitaire inférieur à 30 litres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etat des matières stockées - localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées - Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan localisant les risques d'incendie et les risques toxiques. Ce plan est référencé dans le POI du site (plan " PID Localisation du risque incendies et toxiques usine_4489_B.pdf"). Ce plan a été présenté à l'inspection lors de la visite. Pour les installations pouvant comporter des produits relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE, les risques mentionnés sur ce plan sont notamment des risques d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none"> - aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ; - aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites ; - aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. <p>I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de

<p>l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8kW/ m2). <p>II.- Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m2 en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des installations identifiées lors de la visite comme étant susceptibles de comporter des produits relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE ont fait l'objet de modélisation des effets thermiques d'un incendie dans l'étude de dangers du site mise à jour en 2023.</p> <p>Les modélisations réalisées montrent que pour certains de ces incendies (y compris en cas d'effets dominos), les distances des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² sortent des limites de propriété du site. Toutefois, les zones impactées correspondent à des terrains ou à la voie ferrée ; elles ne font pas l'objet d'une occupation permanente.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mise à jour du plan de défense incendie - contenu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n° 5 du présent rapport, le site relève manifestement de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 modifié ("installations existantes anciennes")</p>

selon la terminologie du guide de lecture des textes relatifs aux liquides inflammables - partie E), et, en particulier de l'annexe IX - Point II (cf. paragraphe E.II.4.I, pages 10 et 11 du guide).

Des échanges eus avec l'exploitant par le passé (courriers de l'inspection du 05 décembre 2016, inspection du 26 novembre 2020 et courrier de l'exploitant du 17 décembre 2020), il ressort que l'exploitant n'a pas opté pour le respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié (cf. annexe IX-Point II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015).

Pour les installations du site relevant de la rubrique n° 4331 de la nomenclature ICPE, ce sont donc les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié qui ont été prises en référence, par l'inspection, pour le présent point de contrôle, ainsi que pour le point de contrôle suivant.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le plan de défense incendie du site correspond au plan d'opération interne (POI). Le POI comporte des fiches réflexes par bâtiments et par zones. Ces fiches sont en cours de révision par l'exploitant.

La fiche réflexe correspondant à un incendie du bâtiment W2 a été présentée à l'inspection. Ce document liste les mesures organisationnelles à déployer en cas d'incendie sur ce bâtiment. **L'inspection relève que cette fiche ne donne pas d'élément sur la chronologie et la durée des mesures définies par l'exploitant (chronologie et durée des opérations d'extinction, des opérations de protection des autres installations). La fiche ne permet donc pas de démontrer pleinement l'adéquation des moyens à mettre en œuvre en cas de sinistre (notamment cinétique de mise en œuvre au regard de la cinétique de développement de l'incident à maîtriser).** L'article 43-2 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié précise certains des éléments de démonstration attendus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- compléter la fiche réflexe de l'incendie du bâtiment W2, par les éléments de démonstration de l'adéquation des mesures envisagées en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Mise à jour du plan de défense incendie - contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contenu du plan de défense

Prescription contrôlée :

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.
<p>Constats :</p> <p>S'agissant du système d'extinction automatique présent dans le bâtiment W2, à la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un ensemble de documents justifiant de la maintenance périodique de cet équipement et de la réalisation d'analyses de la concentration en émulseur.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de la visite, une attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie mis en place, par rapport aux exigences du référentiel professionnel retenu. Cette attestation doit être accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie, mis en place dans le bâtiment W2, par rapport aux exigences du référentiel professionnel retenu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Mise à jour du plan de défense incendie - scénario

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Scénario du plan de défense
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être

<p>fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ; - 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020. <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.</p> <p>Annexe IX- Point II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 : "article 43-1 : La stratégie de lutte contre l'incendie est mise à jour au plus tard le 1er janvier 2027."</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments présentés lors de la visite n'ont pas permis de vérifier que l'exploitant a pris en compte l'ensemble des scénarios de référence définis à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié. A titre d'exemple, il n'a pas pu être présenté d'éléments confirmant que les feux d'engins de transport ont bien été pris en compte ; ces scénarios font partie des scénarios à examiner en application du point 4 : <i>"en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020"</i>.</p> <p>L'inspection note, cependant, que l'exploitant dispose d'un délai (1er janvier 2027) pour mettre à jour sa stratégie de défense incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier que l'ensemble des scénarios de référence définis à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié ont été pris en compte pour la définition des moyens nécessaires à l'extinction des incendies ; • dans l'éventualité où des scénarios auraient été omis, procéder à une réévaluation des moyens nécessaires (eau, émulseur, moyens humains, moyens de mise en œuvre) à l'extinction en intégrant les scénarios manquants.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Surveillance permanente des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10 000 m3 de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.</p>

Constats :
Le site dispose d'une surveillance par gardiennage H24, d'un dispositif de télésurveillance et d'une équipe d'astreinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a consulté la fiche de donnée sécurité d'un des produits présents sur le site : abamectine. La visite de terrain a montré que ce produit est stocké à l'intérieur d'un des bâtiments du site. La rétention est assurée par le bâtiment (sol étanche, seuil au niveau des portes permettant d'assurer une hauteur minimale de rétention). L'inspection n'a pas observé d'écarts vis-à-vis de la rubrique n° 7 (conditions de stockage) de la fiche de données sécurité de ce produit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Le présent article annule et remplace les dispositions du donner acte du préfet du 1er août 2017 et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2022 susvisés. Les installations de l'établissement SYNGENTA Production France SAS sis sur la commune d'Aigues-Vives sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

[...]

Constats :

Dans le cadre du recensement triennal des substances ou mélanges dangereux, réalisé cette année au titre de la directive Seveso III (exigence transposée dans l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement), l'exploitant a modifié à 2 reprises sa déclaration.

L'inspection a constaté notamment que pour un des produits, ses mentions de dangers, et donc son classement selon les rubriques n° 4XXX de la nomenclature ICPE, ont été rectifiés dans les déclarations de l'exploitant, ainsi que le tonnage maximal présent sur le site. Le produit était initialement recensé selon la rubrique n° 4120.2, puis il a été classé selon la rubrique n° 4110.2.a. Par ailleurs, le tonnage déclaré est passé de 32,4 à 7 tonnes. Il est à noter que selon l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024, le tonnage maximum autorisé pour la rubrique n° 4110.2.a est de 10 tonnes.

Lors de la visite, l'inspection a consulté la fiche de données sécurité de ce produit. Elle a constaté que les mentions de dangers renseignées dans la déclaration Seveso étaient cohérentes avec celles mentionnées dans la fiche de données sécurité de ce produit.

S'agissant des tonnages, l'exploitant a indiqué avoir revu sa méthodologie pour évaluer la quantité maximale de produit qui a été présente sur site entre 2020 et 2023, ce qui explique l'évolution de tonnage observée entre les déclarations.

Pour la rubrique n° 4110.2.a, l'exploitant a indiqué avoir mis en place, depuis 15 jours, un suivi des quantités présentes. Ce suivi a été présenté à l'inspection ; sur les 15 derniers jours, les quantités ont été inférieures à 10 tonnes.

Pour les rubriques n°1436, 1450, et 4XXX, l'exploitant ne dispose pas d'un suivi similaire. L'inspection constate donc que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier, pour ces rubriques, qu'il respecte, en permanence, les quantités maximales fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- mettre en place un suivi permettant de justifier que les quantités totales de produits relevant des rubriques n° 1436, 1450, et 4XXX présents sur le site respectent les quantités maximales fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois